

La caféiculture au Burundi représente 80 % des recettes d'exportation du pays. C'est aussi la source principale de revenus de plus d'1,1 million de petits planteurs.

# Burundi

## la caféiculture dans l'économie familiale

**Descroix F.**

CIRAD-CP, BP 5035, 34032 Montpellier Cedex 1, France

La caféiculture tient l'une des premières places dans l'économie burundaise. Elle représente plus de 80 % des recettes d'exportation. Elle est pratiquée par plus de 1,1 million de familles rurales, pour la majorité desquelles c'est la principale source de revenu monétaire.

La culture du café est active dans les 15 provinces du pays et dans 106 des 113 communes rurales.

L'Institut des sciences agronomiques du Burundi (Isabu) a dressé, en 1984, une carte d'aptitude des terres à la culture du caféier Arabica, en fonction de ses exigences climatiques et pédologiques. On y distingue trois zones aptes et une zone inapte (carte) :

- la zone de haute aptitude, où les limitations sont nulles à faibles (2,4 à 3,2 mois secs) ;
- la zone d'aptitude modérée, où les limitations sont d'ordres climatique (3,3 à 3,8 mois secs) et/ou pédologique (volume de sol réduit par le gravillonnement) ;
- la zone marginale, où les facteurs limitants sont plus intenses : stress hydrique de plus de 3,8 mois secs et/ou une pluviométrie inférieure à 1 000 mm et/ou localement une importante charge graveleuse dans les sols ;

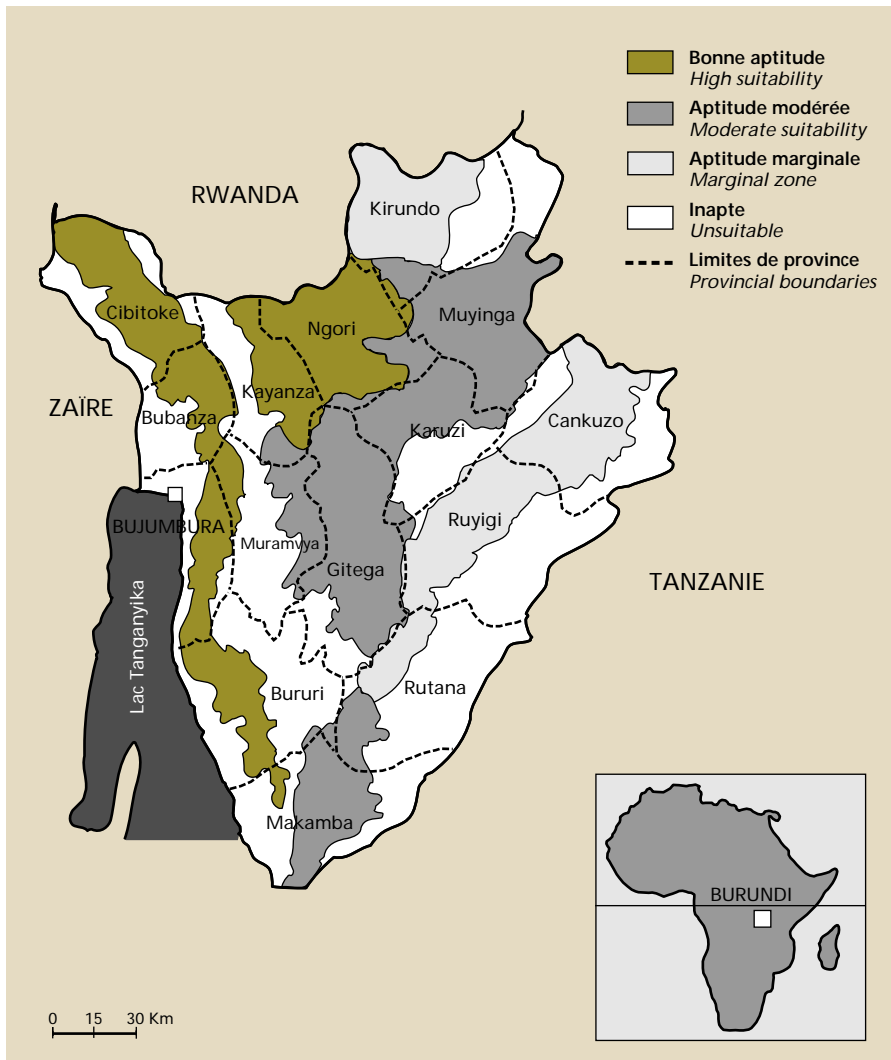
- la zone d'inaptitude, à cause des températures trop élevées dans le Moso, l'Imbo (propice à la culture du Robusta), ou trop basses dans le Mugamba et une fraction du Bututsi.

Le verger caféier évolue fortement depuis une dizaine d'années. Dès 1985-1986, un premier choix politique a engendré l'extension du verger national, qui passe de 120 millions de pieds en 1986 à 190 millions en 1992. Ceci représente environ 84 000 ha de surface caféière en 1993, avec une importance qui varie, selon les provinces, de 0,5 à 9,8 % de la surface agricole disponible (tableau 1).

Dès 1989, l'évolution de l'économie mondiale du café et la disparition des quotas amènent les autorités burundaises à modifier cette politique d'extension. Le Burundi s'engage alors dans un vaste programme d'amélioration de la qualité du café produit.

Avec l'appui de la Banque mondiale et de la Caisse française de développement, un programme de professionnalisation du secteur café est engagé, avec pour principaux objectifs l'accroissement de la proportion de café *fully-washed* (café lavé et fermenté), et la réduction des coûts de production à tous les niveaux de la filière.

Fin 1994, les premiers résultats de cette politique s'apprécient par :



Carte du Burundi avec limites des provinces et zones d'aptitude au café.  
Map of Burundi showing the different provinces and zones suitable for coffee.

### Le Burundi

Ce petit pays de 27 834 km<sup>2</sup> est situé en Afrique centrale (entre 29° et 31° de longitude est et 2° et 4,5° de latitude sud). Il a une frontière commune avec le Zaïre à l'Ouest, le Rwanda au Nord et la Tanzanie au Sud et à l'Est. Le Burundi compte aujourd'hui 5,5 millions d'habitants ce qui correspond à une des plus fortes densités d'Afrique : 200 habitants/km<sup>2</sup> en moyenne, avec des extrêmes allant, en zone rurale, de 75 à plus de 450 selon les collines (figure 1).

Taux d'urbanisation : 5 %.

Taux de croissance démographique : 3,6 %, ce qui correspond à doubler la population chaque 20 ans.

Produit national brut (PNB) par habitant : 229 \$ US avec une croissance annuelle de 4 %. L'agriculture participe pour 63 % au PNB, l'industrie pour 16 % et les services pour 21 %.

**Figure 1.** Production de café (café parche à 12 % d'humidité).  
Coffee production (Parchment coffee at 12 % moisture).

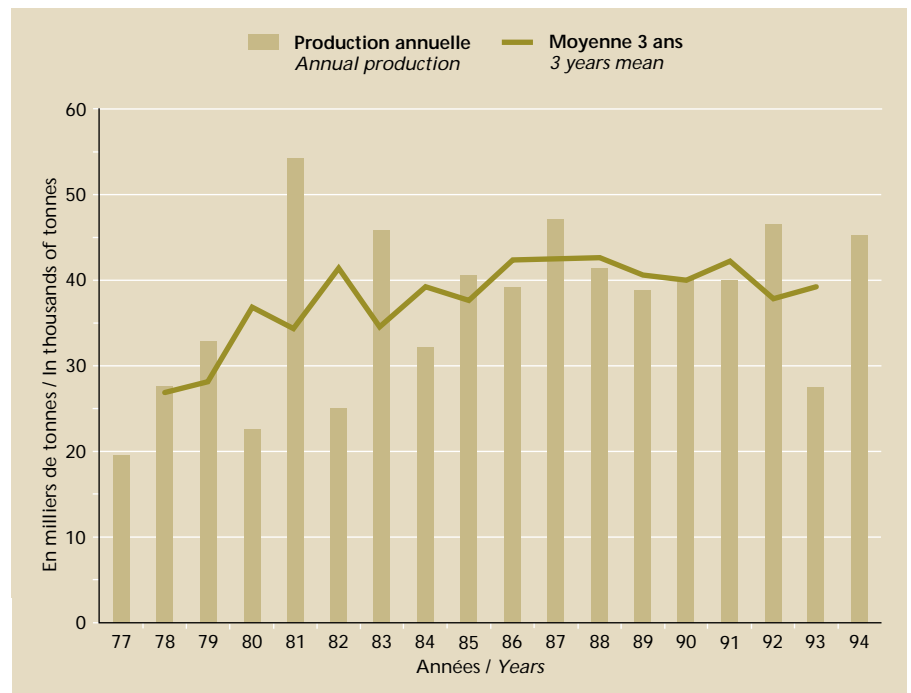


Tableau 1. Le verger caféier burundais. / Burundian coffee plantations.

Provinces Province	Nombre de caféiculteurs Number of coffee growers	Nombre de caféiers Number of coffee trees		Hectares de caféiers Hectares of coffee trees		Surface caféière Surface totale Area of coffee / total area
		province	producteur / producer	province	producteur / producer	
Ruyigi	48 996	4 948 134	101	2 142	0,044	0,91
Kirundo	124 689	13 393 388	107	5 990	0,048	3,51
Cankuzo	20 153	2 359 718	117	990	0,049	0,50
Bubanza	60 675	7 891 576	130	3 426	0,056	3,14
Muramvya	82 223	11 789 300	143	5 298	0,064	3,45
Gitega	156 486	23 938 166	153	10 270	0,066	5,19
Bujumbura	46 483	6 668 587	143	3 149	0,068	2,55
Rutana	30 519	5 450 758	179	2 347	0,077	1,19
Karuzi	76 174	14 875 051	195	6 335	0,083	4,34
Ngozi	161 929	32 050 984	198	14 430	0,089	9,79
Muyinga	87 869	18 154 394	207	8 040	0,091	4,38
Cibitoke	31 507	6 794 697	216	2 916	0,093	1,78
Makamba	115 056	23 546 500	205	10 868	0,094	8,81
Kayanza	30 060	7 067 069	235	3 084	0,103	1,57
Bururi	40 492	11 158 482	276	4 954	0,122	2,00
Burundi	1 113 311	190 086 804	171	84 239	0,076	3,25

- la construction de 133 stations de dépulpage-lavage (SDL), correspondant à une capacité de traitement de 166 250 t de café cerise, ou 27 930 t de café marchand *fully washed* ;
- la construction, dans les zones qui ne bénéficient pas de SDL, de 900 centres de dépulpage manuel ;
- la création, dans chacune des régions, d'une société de gestion des stations de dépulpage-lavage privatisées (Sogestal) ;
- la création d'une société parapublique de déparchage et de conditionnement du café (Sodeco) ;
- l'ouverture, aux privés, de l'achat et de l'exportation par la création de l'Association burundaise des exportateurs de café (Abec) ;
- l'organisation d'enchères publiques hebdomadaires pour la vente du café ;
- le suivi de l'encadrement de la production par des directions provinciales de l'agriculture et de l'élevage (DPAE).

## Portrait de la caféiculture

Une enquête a été menée pour identifier les problèmes, les contraintes et les vœux des caféiculteurs burundais. L'échantillon de base retenu fut de 4 caféiculteurs par commune. Cent des 106 communes caféicoles du Burundi devaient être sondées.

L'enquête a eu lieu durant une période socialement très délicate (entre le 28 mars et le 10 mai 1994) ; la situation politico-sociale très troublée engendrait un climat d'insécurité notoire dans de nombreuses provinces. En dépit de ce contexte, les enquêteurs ont visité 14 provinces et interrogé les caféiculteurs dans 89 communes.

Le choix des caféiculteurs à enquêter devant être le fait du hasard, les enquêteurs

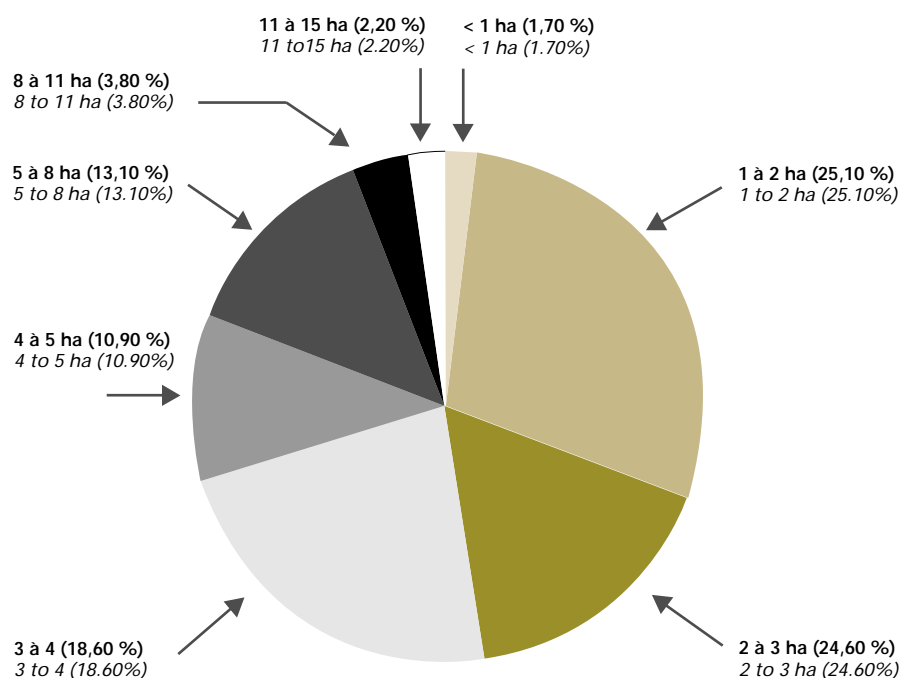


Figure 2. Répartition des surfaces en caféiers. / Distribution of areas planted to coffee.

se déplaçaient en véhicule sur l'axe de la plus grande concentration en caféiers de chaque commune, et ne questionnaient que des exploitants qui travaillaient ce jour-là dans leur caféière. Le repérage du premier producteur dans son champ induisait la descente du premier enquêteur, les autres enquêteurs descendaient l'un après l'autre après avoir parcouru un minimum de deux kilomètres sur l'axe de déplacement. Le conducteur du véhicule attendait que le dernier enquêteur ait achevé son travail pour prendre le chemin du retour et récupérer les autres enquêteurs.

## Une surface d'exploitation supérieure à la moyenne

La superficie moyenne des 368 exploitations enquêtées est de 3,18 ha, bien supérieure donc aux 2,25 ha de moyenne nationale par ménage agricole. Ceci découle probablement de la méthode d'enquête, et plus particulièrement du choix des personnes à enquêter. Selon la méthode employée, la probabilité de rencontrer un agriculteur possédant une surface élevée est plus importante que de rencontrer un producteur cultivant une surface réduite. Globalement, 25 % des

Tableau 2. Répartition des caféiers. / Distribution of coffee trees.

Provinces Provinces	Nombre de caféières / Number of coffee plantations		Nombre de caféiers par exploitation / Number of coffee trees per farm			
	moyen / average	50 % médians / median 50 %	moyen / average	minimum	50 % médians / median 50 %	maximum
Bujumbura	2,08	1,0 à 2,5	222	78	120 à 270	500
Muramvya	1,80	1,0 à 1,8	230	35	120 à 280	1000
Kirundo	2,00	1,0 à 2,1	238	60	142 à 310	670
Kayanza	2,94	1,5 à 3,5	259	63	120 à 310	1040
Gitega	2,42	1,0 à 2,8	268	50	100 à 300	1024
Cankuzo	2,31	1,0 à 2,5	269	90	180 à 290	600
Rutana	2,00	1,0 à 2,0	312	42	200 à 380	870
Bururi	2,15	1,0 à 2,3	344	100	170 à 370	810
Ngozi	3,20	2,0 à 3,0	345	67	199 à 392	1071
Ruyigi	2,00	1,0 à 1,8	349	40	140 à 447	1484
Bubanza	3,12	1,5 à 3,8	444	75	200 à 557	1710
Cibitoke	2,09	1,0 à 2,0	461	64	185 à 550	2000
Muyinga	2,96	1,6 à 3,3	467	100	268 à 570	1180
Makamba	2,30	1,2 à 2,0	667	150	250 à 950	1460
Burundi	2,40	1,0 à 2,8	340	35	150 à 420	2000

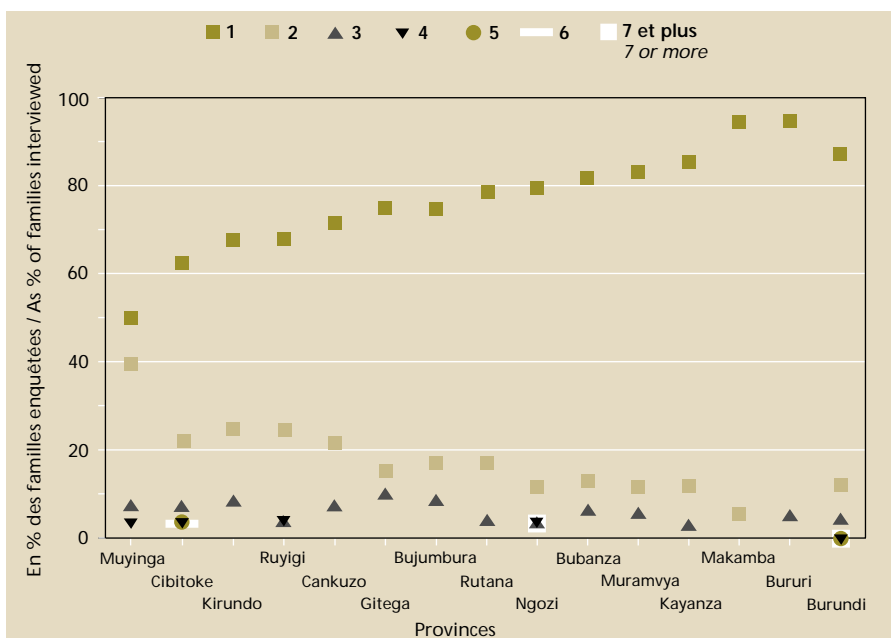


Figure 3. Nombre moyen de fermes par famille rurale et par province.  
Average number of farms per rural family and per province.

caféiculteurs interrogés disposent d'une superficie comprise entre 1 et 2 ha, 51 % d'une superficie inférieure ou égale à 3 ha et 19,1 % d'une superficie supérieure à 5 ha (figure 2). La disponibilité en surface des exploitations varie grandement selon les provinces.

### Propriété éclatée

L'exploitation agricole disponible par famille rurale est souvent la conséquence des héritages et des achats de terre. Elle est scindée en plusieurs fermes, plus ou moins éloignées les unes des autres. Cet éclatement de la propriété a des répercussions sur la gestion de l'exploitation, et plus particulièrement sur la disponibilité en temps de travail des exploitants agricoles, et sur le suivi des parcelles. En effet, la ferme où réside la famille est plus favorisée

que les fermes plus éloignées. La qualité des techniques culturales et le respect des calendriers culturaux sont d'autant mieux observés que les parcelles sont moins éloignées de l'habitation familiale (figure 3).

Pour l'échantillon, le nombre moyen de fermes par famille est 1,35, avec des extrêmes de 1 à 7. En moyenne provinciale, on relève des différences allant de 1,1 exploitation par famille à Bururi, à 1,7 à Cibitoke. On signale aussi que 75,5 % des exploitations enquêtées ont une seule ferme, 16,9 % ont deux fermes, 5,2 % trois fermes et 2,2 % ont plus de trois fermes.

### Trois cent quarante caféiers par famille

Le nombre moyen de champs de caféiers par exploitation est de 2,4 pour l'échantillon. La grande majorité (72,3 %) des

familles possèdent plusieurs champs de caféiers, 31,8 % cultivent deux champs, 22,6 % trois champs, 11,9 % quatre champs et 6 % cinq champs ou plus. Le maximum rencontré dans l'échantillon est dix caféières par exploitation.

Les familles cultivent en moyenne 340 caféiers, avec des extrêmes variant de 35 à 2 000 pieds. Les moyennes provinciales par famille varient de 222 caféiers pour Bujumbura, à 667 caféiers pour Makamba (tableau 2). La répartition provinciale du nombre de caféiers par famille révèle que dans les provinces de Makamba, Bubanza, Muyinga et Cibitoke, plus de 25 % des familles possèdent plus de 500 caféiers. A l'opposé, dans les provinces de Bujumbura, Muramvya, Kirundo, Kayanza, moins de 10 % des familles ont plus de 500 caféiers.

### La caféière dans l'exploitation agricole

En moyenne, la caféière occupe 6 % de la surface totale de l'exploitation. Les moyennes par province varient de 3,83 % pour Rutana à 12,78 % pour Makamba.

L'analyse minutieuse montre des différences très importantes entre les exploitations d'une même province : si 81 % des exploitations ont une surface caféière inférieure à 10 % de la surface totale de l'exploitation, certaines familles de Makamba et Ruyigi peuvent avoir plus de 50 % de la surface de l'exploitation en caféiers. Mais ces derniers cas restent exceptionnels. La répartition de l'échantillon montre qu'une famille sur deux (les 50 % médians) cultive entre 3,1 et 8,3 % de la surface de l'exploitation en caféiers (tableau 3).

Il peut paraître surprenant que les exploitations qui cultivent proportionnellement une plus grande surface en caféiers se situent dans les zones à faible aptitude à la

Tableau 3. Répartition de la caféière dans l'exploitation agricole.  
Distribution of coffee plantations within farms.

Provinces Province	Surface caféière en % de la surface totale de l'exploitation Coffee area as a % of total farm area			
	moyenne / average	minimum	50 % médians / median 50%	maximum
Rutana	3,83	0,3	2 à 5	29,0
Bujumbura	4,25	1,6	2 à 5	10,0
Kirundo	4,44	0,9	3 à 7	11,6
Kayanza	5,47	1,3	3 à 7	17,7
Muramvya	5,61	0,7	2 à 8	22,7
Cankuzo	5,61	1,2	2 à 7	27,8
Bubanza	5,80	0,9	3 à 8	14,3
Cibitoke	5,80	1,0	4 à 9	36,6
Gitega	5,83	0,8	3 à 10	32,0
Bururi	6,22	1,1	3 à 8	19,4
Ngozi	6,33	1,7	4 à 10	21,7
Ruyigi	6,59	1,1	2 à 7	57,7
Muyinga	7,33	1,4	3 à 8	45,5
Makamba	12,78	2,5	5 à 10	50,0
Burundi	6,06	0,3	3,15 à 8,30	57,7

souvent cité (58 %) est la baisse régulière et continue de la productivité des caféières du fait de deux contraintes majeures : l'importance des «maladies», et la dégradation de la fertilité des sols. Sous ce terme général de «maladies», les caféiculteurs regroupent aussi bien les attaques de champignons cryptogames, comme l'antracnose et les rouilles, que celles des déprédateurs comme l'*Antestiopsis* sp., les pyrales, les *borers*, mais aussi les maladies engendrées par la baisse de fertilité des sols, ou les carences, comme celle du zinc dans la région centrale. Ces «maladies» sont décrites par leurs effets observés : taches sur les feuilles et les fruits, chute de feuilles ou de cerises. Les caféiculteurs regrettent aussi l'insuffisance de pesticides pour lutter contre ces maladies et déprédateurs. Ces nuisances sont mises en avant surtout dans les zones à forte concentration en caféiers : Kayanza, Gitega, Ngozi et Muramvya. La baisse de fertilité des sols découle d'abord du manque de matériaux de paillage et de l'indisponibilité des engrais dans la plupart des provinces, ensuite du coût élevé de ces intrants.

L'autre préoccupation des producteurs concerne l'insuffisance des moyens de traitement du café après la récolte : stations de dépulpage-lavage ou centres de dépulpage manuel.

Il est important de noter que rares sont les producteurs qui se sont plaints du prix d'achat du café, ou de l'encadrement de la culture ; peut-être à cause de leur incapacité à agir sur ces deux facteurs.

## Importance de la caféiculture pour les familles rurales

Pour identifier l'importance de la culture du café pour les ménages agricoles, deux critères ont été retenus : l'utilisation des recettes de la vente du café, et la demande des caféiculteurs pour l'arrachage et la replantation des caféières.

L'argent obtenu de la vente du café est employé en priorité pour (figure 4) : les besoins essentiels, l'investissement dans l'exploitation agricole, l'épargne à court terme, l'amélioration du logement, l'investissement hors exploitation.

### Satisfaire une partie des dépenses primaires des familles

Plus de 90 % des familles de l'échantillon, et 100 % des familles dans 11 des 15 provinces, utilisent les recettes tirées de la

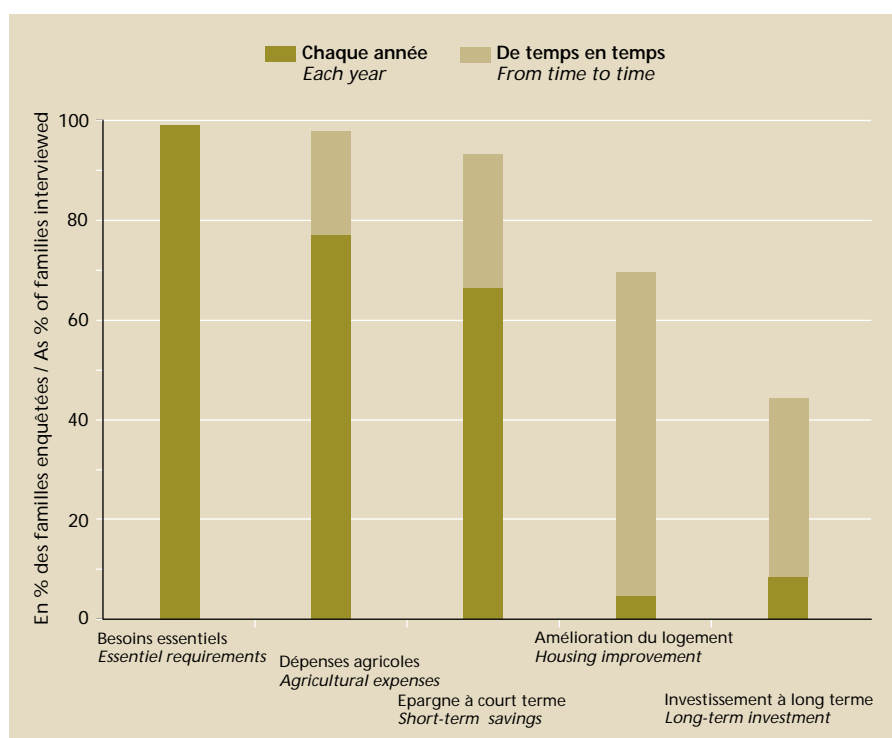


Figure 4. Dépenses des revenus du café. / Spending of coffee income.

caféiculture comme Ruyigi, Makamba et Muyinga. Dans celles-ci, les producteurs disposent en général d'une superficie d'exploitation plus importante, ce qui leur permet de planter un grand nombre de caféiers pour obtenir un revenu plus conséquent. Nous sommes en présence de deux stratégies paysannes pour la caféiculture. Une stratégie intensive dans les zones à haute aptitude caféicole et/ou dans les exploitations disposant d'une surface agricole réduite. Une autre, plus extensive, dans les zones à faible aptitude ou aptitude marginale, ainsi que pour les exploitations

qui, dans les zones à bonne aptitude caféicole, disposent d'une surface en terre relativement importante. Cette dualité engendre des comportements différents des producteurs, et implique que l'encadrement adapte les messages techniques qui leur sont destinés.

## Les principaux problèmes

L'enquête demandait aux caféiculteurs de décrire et de classer par ordre décroissant les principaux problèmes rencontrés pour la production caféière. Le critère le plus

caféière pour satisfaire, du moins en partie, leurs besoins essentiels. Soixante pour cent des familles enquêtées payent la scolarité des enfants avec ce revenu. Ce taux peut paraître faible, mais il est à rapprocher du taux d'alphabétisation qui est de 54 %. Les familles qui ont des enfants à l'école profitent de la vente du café pour régler les droits d'inscription, payer le minerval et les fournitures scolaires. L'argent du café est aussi utilisé par plus de 60 % des familles pour l'achat de biens améliorant la qualité de la vie comme un vélo, un poste récepteur radio et pour célébrer les cérémonies sociales comme le baptême, le mariage ou la levée définitive du deuil.

Quel que soit le nombre de caféiers de l'exploitation, la presque totalité des familles achètent de la nourriture, de la boisson et des vêtements avec les recettes du café. La proportion de familles qui utilisent l'argent de la vente du café pour inscrire les enfants aux écoles, organiser des cérémonies sociales et acheter des biens améliorant la qualité de la vie, augmente avec l'importance de la caféière (figure 5). Le revenu du café est donc primordial pour la famille rurale, car il permet de couvrir une partie des dépenses de base, indispensables à sa survie, et favorise les dépenses qui assurent son rang et son rôle social.

La relative importance des disponibilités monétaires en période de vente du café permet de réaliser des dépenses non permises dans l'année par la vente de produits vivriers. L'achat de biens comme une radio et un vélo et l'organisation des cérémonies sociales sont, le plus souvent, différés à cette période. Plus la recette aura été importante, plus les cérémonies seront grandioses, et plus l'importance sociale de la famille sera reconnue.

### Réaliser des investissements productifs à terme dans l'exploitation

La plupart des familles rurales réinvestissent une part du revenu du café dans l'exploitation agricole par l'achat d'outils aratoires et/ou la rémunération des salariés. Un nombre plus réduit d'agriculteurs augmente leur capacité de production par l'achat de terrains, d'animaux et d'engrais pour les cultures vivrières. Une minorité achète des semences vivrières, des matériaux de paillage ou des engrais pour la caféière (figure 6).

L'achat de nouvelles terres est plus particulièrement recherché par les agriculteurs des zones très peuplées de la périphérie de la capitale Bujumbura. Il concerne

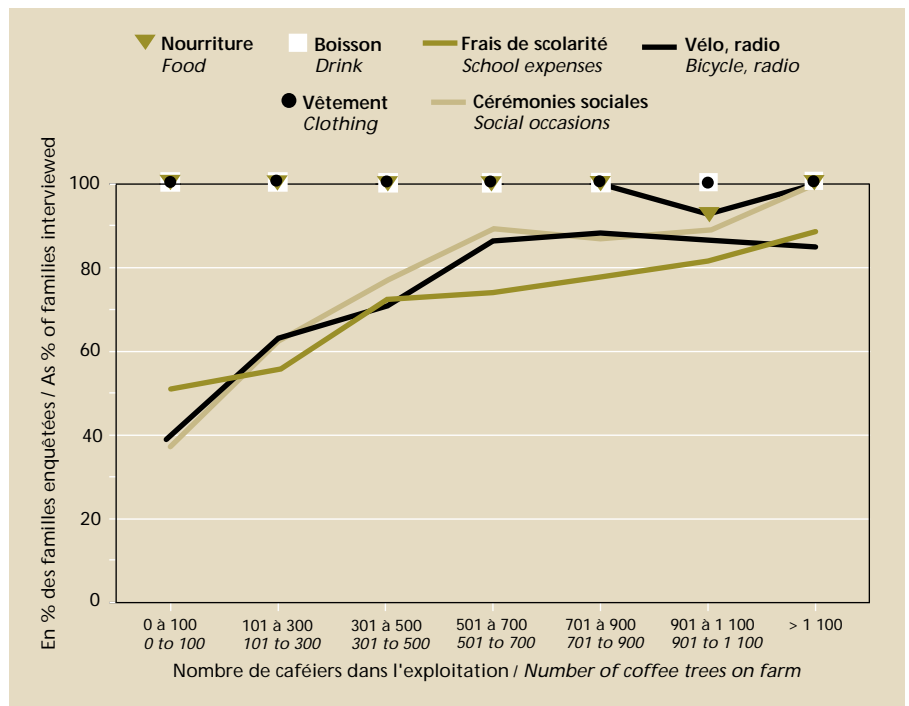


Figure 5. Satisfactions des besoins essentiels. / Meeting essential requirements.

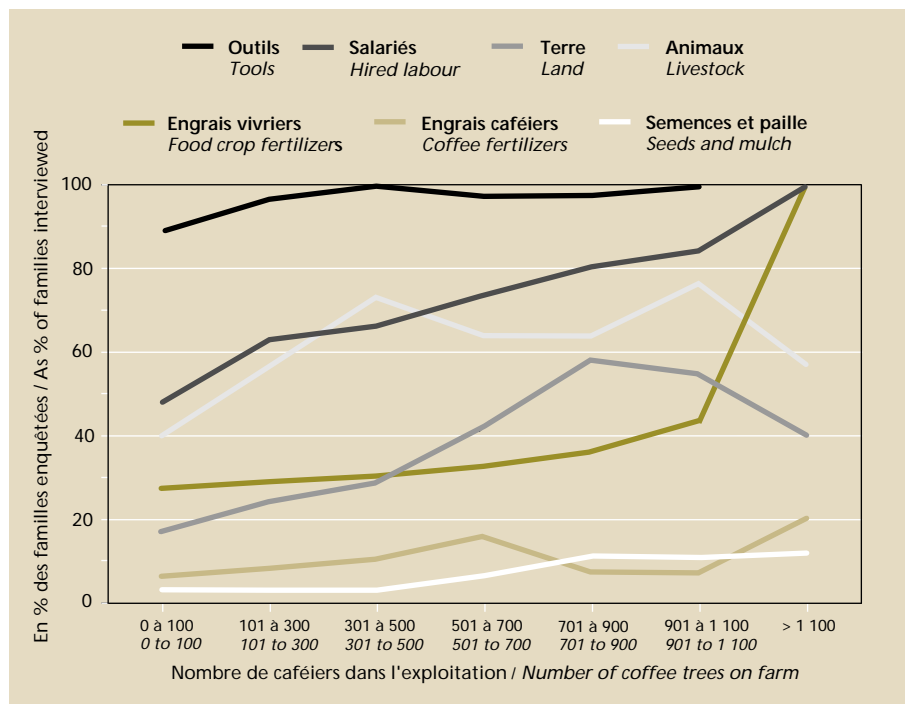


Figure 6. Investissement des revenus du café dans l'exploitation agricole. / Investment of coffee income in the farm.

66 % des exploitants de Bubanza, 50 % de ceux de Bujumbura. Dans les autres provinces, l'achat de terre est moins courant et n'est pratiqué que par 10 à 30 % des familles. L'acquisition de terre dans les zones périphériques de la capitale, zones-dortoirs, est reconnue par les producteurs comme un bon investissement à terme. La forte demande sur les marchés de la capi-

tale assure un écoulement facile des produits agricoles. Dans les autres provinces, plus éloignées, les agriculteurs privilégient l'achat d'animaux. Cela concerne, en particulier, plus de 80 % des agriculteurs des provinces de Bururi, Cibitoke, Kayanza, 50 à 80 % des agriculteurs de Ruyigi, Rutana, Muramvya, Bujumbura, Ngozi, Bubanza et Makamba. Il faut noter que l'achat d'ani-

maux, le plus souvent des ruminants, permet non seulement une diversification des productions, mais aussi d'accroître la production de fumier pour la fumure des parcelles vivrières. Le maintien de la fertilité des terres est une préoccupation constante des agriculteurs qui, lorsqu'ils vendent beaucoup de café, achètent aussi des engrais minéraux en complément des apports organiques produits par l'exploitation. Trente pour cent des caféiculteurs de l'enquête achètent des engrais, leur nombre augmente proportionnellement aux nombres de caféiers sur l'exploitation. Dans les provinces de l'Est, Kirundo, Muyinga et Cankuzo, où la pratique de l'élevage bovin est très répandue, les revenus du café sont réservés à d'autres dépenses que celles de l'élevage.

### Épargner à court terme

Les dépenses courantes de la famille sont d'ordinaire couvertes par les revenus de la vente de produits vivriers. Les revenus du café, non utilisés pour les deux emplois précédents, sont épargnés pour pouvoir satisfaire un besoin financier imprévisible.

Si les propriétaires d'un petit nombre de caféiers ne peuvent qu'épargner de petites sommes qu'ils gardent en liquide, ceux qui disposent d'un plus grand verger placent les reliquats financiers dans une Coopec (coopérative d'épargne et de crédit), à la banque, ou achètent des animaux, petits ruminants ovins et caprins qu'ils peuvent revendre facilement si le besoin s'en fait sentir (figure 7).

### Améliorer le logement

La moitié des caféiculteurs enquêtés profitent de la vente du café pour améliorer leur logement (figure 8), soit pour rénover la toiture, soit pour construire une maison en dur ou non. La vente du café coïncide avec le début de la saison sèche qui est une période propice à la réalisation de ces entreprises, du fait de la disponibilité des membres de la famille, libérés des travaux champêtres, et de l'absence de pluie qui favorise la construction et le séchage des matériaux.

L'importance du revenu caféier permet aux producteurs de délaissier les toitures en paille (qui doivent être remplacées chaque année, ou au plus après deux ans) au profit d'une couverture en tôles ou en tuiles. Le choix du matériau de couverture diffère selon les régions. Dans les zones de basse altitude aux températures modérées, les familles utilisent le plus souvent la tôle. Dans les zones de haute altitude aux nuits

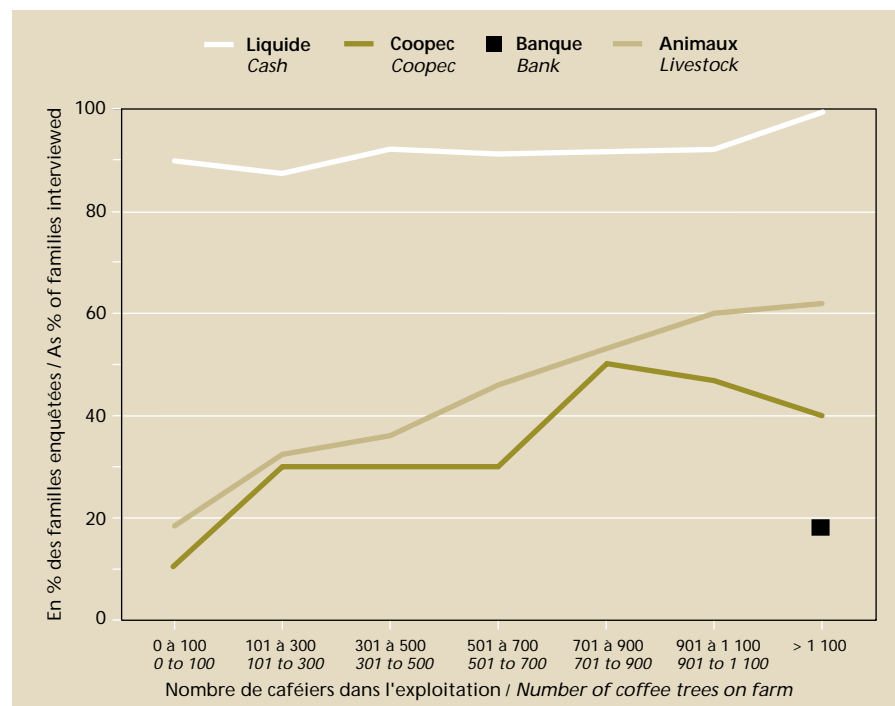


Figure 7. Placement de l'épargne. / Savings.

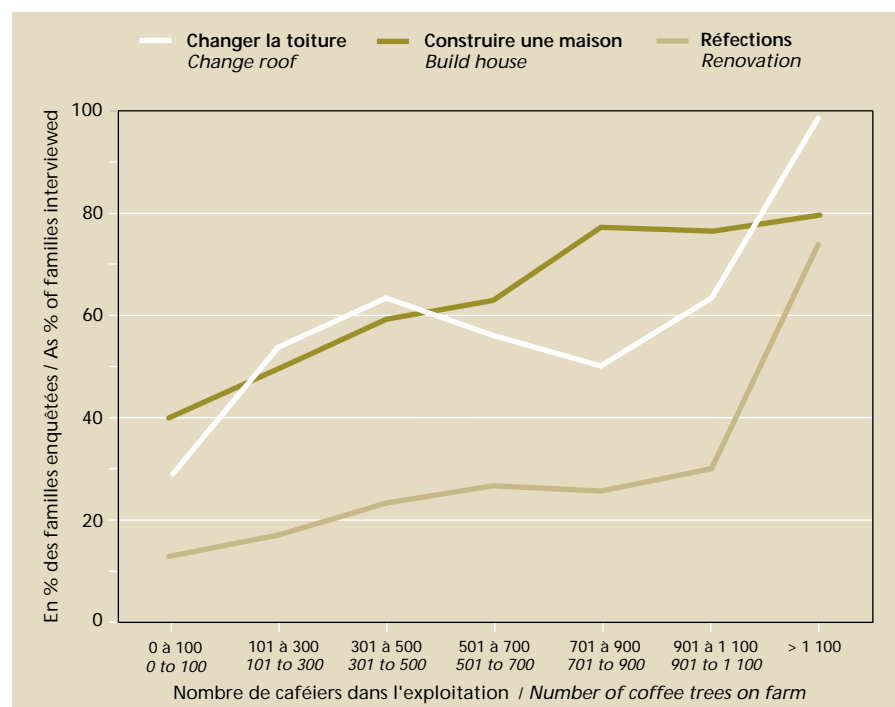


Figure 8. Amélioration du logement. / Housing improvements.

froides, la tuile, bon isolant, permet de limiter la consommation en bois de chauffage. Compte tenu des difficultés grandissantes pour trouver des matériaux comme la paille ou le bois, ces investissements importants améliorent grandement le bien-être des familles rurales, et s'avèrent à terme un excellent placement.

La construction de nouvelles maisons en demi-dur, ou en dur, avec des briques cuites

ou des briques séchées recouvertes d'une chape en ciment, se répand de plus en plus dans la campagne burundaise, même si elle est encore réservée à une minorité des familles. Ceux qui n'ont pas assez d'argent pour construire en matériaux durables construisent en *banco* (mélange de terre et de paille) ou en briques séchées. L'entretien des maisons, comme la réfection de la peinture ou le renforcement des ouvertures

par le changement des portes et/ou fenêtres, n'est souvent possible qu'en période de vente du café.

L'importance du verger, qui conditionne en partie le revenu tiré de la caféière, influe directement sur la capacité des familles à investir pour l'amélioration du logement.

### Investir à long terme

Lorsque la récolte a été bonne, et que les revenus sont plus importants, les familles peuvent investir à moyen et long termes. Les placements les plus couramment choisis sont :

- La plantation d'arbres, qui représente un investissement intéressant par la production de bois (matériau de première nécessité), largement employé pour la construction. C'est aussi la principale, et souvent unique, source d'énergie domestique. Selon les régions et la demande, ce bois sera utilisé comme source d'énergie (bois de chauffage ou charbon) ou comme bois d'œuvre (charpentes, meubles). Cette production procure, à terme, un complément appréciable en revenu monétaire.
- L'installation d'un enfant, en l'aidant à créer sa propre exploitation ou à débiter une activité extra-agricole.
- Le financement d'un petit commerce, ou le plus souvent d'une activité commerciale temporaire. Celle-ci est pratiquée pendant la saison sèche, période de moindres travaux agricoles ; elle fait fructifier les revenus du café, qui seront par la suite réinvestis dans l'exploitation.

## L'arrachage et les replantations

Depuis un ou deux ans, les agents d'encaissement signalent fréquemment un début d'arrachage des caféières. D'autres techniciens souhaiteraient que l'interdiction d'arrachage soit levée, afin de permettre aux producteurs qui possèdent des caféières improductives de libérer le terrain pour d'autres spéculations agricoles. Après de nombreuses discussions sur le sujet, les pouvoirs publics n'ont pu à ce jour prendre une décision, probablement pour éviter des arrachages massifs qui auraient des répercussions graves sur les recettes en devises de l'État. Pour mesurer ce risque, qui serait engendré par la levée de l'interdiction d'arrachage, les enquêteurs ont demandé aux caféiculteurs s'ils désiraient arracher et/ou s'ils souhaitaient encore

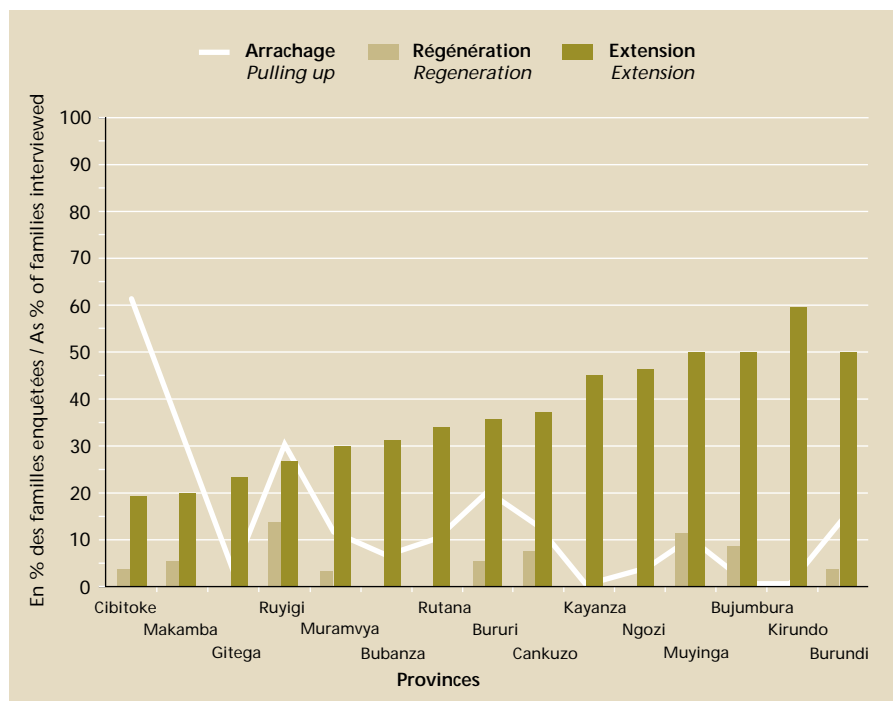


Figure 9. Souhaits d'arrachage et nouvelles plantations.  
Wishes for clearance and new plantings.

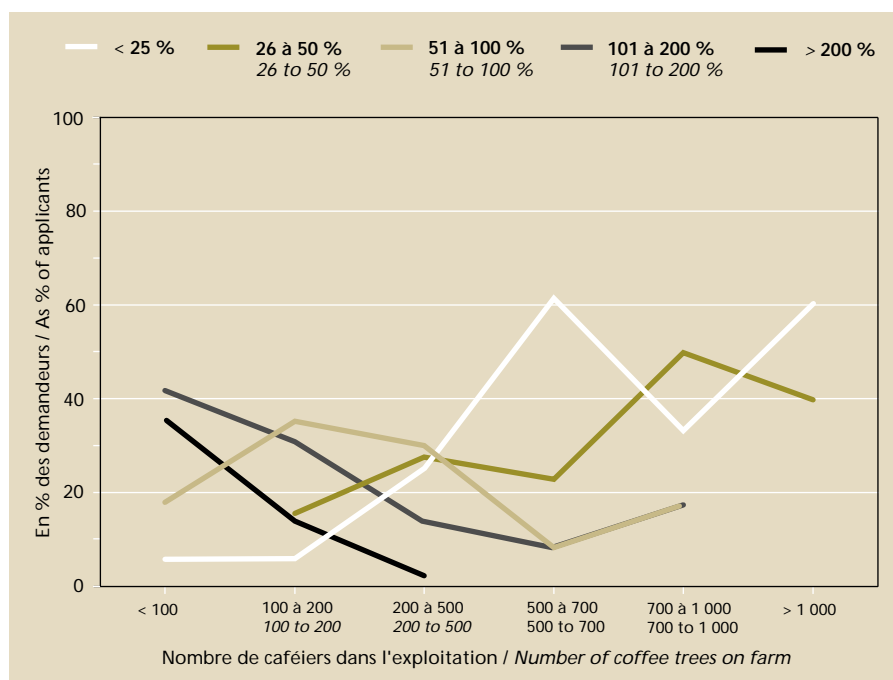


Figure 10. Taux d'extension souhaité par rapport au verger actuel.  
Extensions sought compared to current plantations.

planter des caféiers dans les trois prochaines années.

Les réponses montrent que le danger d'autoriser les arrachages ne pourrait mettre en péril le verger caféier.

Globalement, si 13,6 % des caféiculteurs enquêtés souhaitent pouvoir arracher des caféiers, ils sont 38,5 % à vouloir étendre leur verger caféier. Le taux de producteurs souhaitant arracher des caféiers est

moindre que le taux de ceux qui souhaitent accroître leur verger, sauf dans la province de Cibitoke.

La plupart des producteurs qui souhaitent arracher des caféiers résident dans des zones classées par l'Isabu comme peu favorables ou inaptées à la culture. Le taux de caféiculteurs qui souhaitent planter d'autres caféiers représente 20 % pour les provinces de Cibitoke et Gitega et plus de



50 % pour les provinces de Kirundo et Muyinga.

La grande majorité (91 %) des producteurs qui demandent des caféiers souhaitent étendre leur verger actuel, il s'agit donc bien d'une extension et non d'un souci de rénovation (figure 9).

### Devenir des caféières qui pourraient être arrachées

Parmi les caféiculteurs qui souhaitent arracher des caféiers, 56 % replanteraient d'autres caféiers en compensation, les autres transformeraient la surface récupérée en cultures vivrières.

Les producteurs des provinces de Cibitoke et Rutana, dans les communes classées en zone inapte à la caféiculture, sont plus nombreux à souhaiter reconvertir en parcelles vivrières les caféières qu'ils souhaitent arracher. Dans les autres provinces, les caféiculteurs replanteraient en caféiers les parcelles arrachées, ou créeraient d'autres parcelles en compensation. Ils justifient leur demande par la faible productivité de leurs vieux caféiers, ou leur situation sur de mauvais sols. Les souhaits d'arrachage correspondent donc plus à une récupération des parcelles à productivité insuffisante qu'à une réduction des surfaces caféières.

Les souhaits de plantation de caféiers dans les trois prochaines années sont

importants, tant pour le nombre de familles que pour le nombre de caféiers souhaités. Si 38,5 % des caféiculteurs enquêtés déclarent vouloir planter d'autres caféiers, ils sont 18,1 % à souhaiter un nombre de caféiers inférieur à la moitié du nombre de pieds qu'ils possèdent actuellement, 12,8 % un nombre de caféiers compris entre la moitié et la totalité de leur propriété actuelle, 5,2 % souhaitent doubler leur verger et 2,7 % le tripler.

Le nombre de caféiers demandé est d'autant plus important que l'exploitant possède un petit nombre de caféiers (figure 10). Les exploitants qui souhaitent doubler, voire tripler, leur verger possèdent actuellement, pour la plupart d'entre eux, moins de 200 pieds. Au contraire, la majorité des propriétaires d'un grand nombre de caféiers, plus de 700 en général, ne souhaitent augmenter leur verger que de 25 % à 50 %.

### Conclusion

Le morcellement des exploitations et la baisse de la fertilité des sols limitent les productions vivrières et les ressources qu'elles procurent. Les revenus de la caféiculture, autrefois réservés à la réalisation d'investissements à moyen ou long termes, sont de plus en plus utilisés, ces dernières

années, pour la satisfaction des dépenses courantes des familles.

Cette affectation récente du revenu caféicole montre l'importance accrue de la caféiculture dans l'économie des familles rurales. Elle permet de comprendre la réussite du programme d'extension caféière, lancé en 1986, qui a porté le verger national de 120 à 190 millions de caféiers. Elle justifie aussi le souhait des propriétaires d'un petit nombre de caféiers de doubler, et pour certains d'entre eux de tripler, leur verger dans les trois prochaines années. ■

#### ■ La caféiculture au Burundi

La culture du Robusta (6 % de la production), constituée surtout de plantations industrielles, est localisée dans une zone de basse altitude (800 à 1 000 m) située au Nord-Ouest dans la plaine de l'Imbo. La culture de l'Arabica, introduite sous la tutelle belge dans les années 30, s'est progressivement généralisée à tout le pays, aux altitudes comprises entre 1 000 et 1 900 m. La production de café est en constante augmentation.

## Burundi: coffee growing in family economics

Descroix F.

CIRAD-CP, BP 5035, 34032 Montpellier Cedex 1, France

Coffee in Burundi accounts for 80% of the country's export earnings. It is also the main source of income for more than 1.1 million smallholders.

Coffee holds one of the top places in the Burundian economy, representing more than 80% of export earnings. It is cultivated by more than 1.1 million rural families, for most of whom it is the main source of cash income.

Coffee is grown in all 15 of the country's provinces and in 106 of the 113 rural communities.

In 1984, the Burundi Institute of Agricultural Sciences (Isabu) drew up a land suitability map for Arabica coffee cultivation, based on its climatic and soil requirements.

Three suitable zones and one unsuitable zone were determined (map):

- a high suitability zone, where limitations are zero to low (2.4 to 3.2 dry months),

- a moderate suitability zone, where limitations are linked to the climate (3.3 to 3.8 dry months) and/or soil (soil volume reduced by gravel content),
- a marginal zone, where the limiting factors are more severe: water stress of more than 3.8 dry months and/or rainfall under 1,000 mm and/or locally substantial gravel contents in the soils,
- an unsuitable zone due to excessively high temperatures in Moso, Imbo (suitable for Robusta cultivation), or excessively low in Mugamba and a fraction of Bututsi.

Coffee plantations have developed considerably over the last ten years or so. As early as 1985-1986, an initial political choice led to the extension of the national coffee plantations,

which increased from 120 million trees in 1986 to 190 million in 1992. This represented around 84,000 ha of coffee plantations in 1993, varying in size from 0.5 to 9.8% of the available agricultural area depending on the province (table 1).

As early as 1989, trends in the world coffee economy and the lifting of quotas led the Burundian authorities to alter their extension policy. Burundi then embarked upon a vast programme to improve the quality of the coffee produced.

With support from the World Bank and the *Caisse française de développement*, a programme was launched to professionalize the coffee sector, the main target being to increase the proportion of fully-washed coffee and reduce production costs at all levels of the sector.